

L'HEBDO

Protection sociale et rémunérations

Numéro 3 - 18 février 2020



Contractualisation d'un engagement de retraite supplémentaire à prestations définies

Cass. Soc. 5 février 2020, n° 18-17.437

Rendu dans le contexte atypique d'une demande en référé portant sur la communication d'un montant de rente revalorisé à un bénéficiaire potentiel ayant déjà quitté l'entreprise, cet arrêt rappelle que la dénonciation, même régulière, d'un engagement unilatéral est sans effet sur les avantages ayant été contractualisés avec les bénéficiaires, par exemple par avenant à leur contrat de travail.

Système universel de retraite (SUR)

Restitution des concertations du 13 février 2020

Plusieurs amendements annoncés au projet de loi, notamment en matière de conversion des droits, de cumul emploi-retraite et de retraite progressive mais aussi de pénibilité.

En savoir plus sur cette restitution.

Convention nationale organisant les rapports entre les chirurgiens-dentistes et l'assurance maladie

Avis d'approbation relatif à l'avenant n° 3

L'avenant n° 3 à la convention nationale organisant les rapports entre les chirurgiens-dentistes et l'assurance maladie, conclu le 26 novembre 2019, a fait l'objet d'une approbation publiée au Journal officiel du 7 février 2020.

En savoir plus sur cet avenant.



Rémunérations Epargne salariale



Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat (PEPA)

[Instruction n° DSS/5B/2020/11 du 15 janvier 2020](#)

La Direction de la sécurité sociale a publié une instruction relative à l'exonération de la PEPA. Sous forme de 39 questions/réponses, la DSS apporte des éclaircissements relatifs notamment aux conditions d'éligibilité au dispositif et de mise en œuvre d'un accord d'intéressement.

Notre [actualité des conventions et accords collectifs de PSC n° 183](#)

Négociation collective PSC



Charges sociales Urssaf Paies



Réductions tarifaires accordées aux salariés

[Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire](#)

L'article 35 de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire complète l'article L. 136-1-1 du code de la sécurité sociale : les réductions tarifaires consenties aux salariés d'un groupe sur les produits initialement destinés à la vente, invendus ou ne pouvant plus être vendus, seront, à compter du 1^{er} janvier 2021, exclus de l'assiette des cotisations et contributions de sécurité sociale, dans la limite de 50 % du prix de vente public normal.

[En savoir plus](#) sur cet article.

LCB-FT

[Ordonnance n° 2020-115 du 12 février 2020 renforçant le dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, décrets n° 2020-118 et 2020-119 du 12 février 2020](#)

Suite à l'habilitation donnée par la loi « PACTE », le Gouvernement a pris cette ordonnance afin de transposer la cinquième directive anti-blanchiment 2018/843. Cette ordonnance est complétée par deux décrets.

[En savoir plus](#) sur cette réglementation.

Calcul des provisions techniques et fonds propres

[Règlement d'exécution \(UE\) 2020/193 de la commission du 12 février 2020 arrêtant les informations techniques devant servir au calcul des provisions techniques et des fonds propres de base aux fins des déclarations ayant une date de référence comprise entre le 31 décembre 2019 et le 30 mars 2020](#)

Notre [lettre d'actualité conformité n° 41](#).



Formation à venir :

[Rémunération des dirigeants](#) | 3 mars de 9h30 à 12h30

[Panorama de l'actualité en PSC](#) | 21 avril de 9h30 à 16h30

[Initiation à la PSC](#) | 18 juin de 9h30 à 16h30

[Contrôle Urssaf](#) | 24 septembre de 9h30 à 12h30

[Loi « Évin »](#) | 13 octobre de 9h30 à 12h30

Publications :

[Tarification des contrats d'assurance maintenus en application de l'article 4 de la « loi Évin »](#) | Editions législatives | Laurence Chrébor

[Réduction des cotisations sur les bas salaires : engager la négociation annuelle obligatoire suffit](#) | La Semaine juridique sociale (JCP S) | Olivier Anfray



 FROMONT
BRIENS

Littler